

<http://ugtg.org/spip.php?article2067>



Abominable Irresponsabilité de soi-disant "Responsables"

- La Centrale UGTG -



Date de mise en ligne jeudi 27 février 2014

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

ABOMINABLE IRRESPONSABILITE DE SOI-DISANT "RESPONSABLES"

TPG, DSF et DRFIP successifs, Présidents du Conseil général, Directeurs des services.

Ces soi-disant « responsables » ont pris la lourde décision, depuis des décennies, de mettre en danger la vie des collègues en de pit des rapports d'expertise les plus alarmistes qui soient. N'est-il pas criminel que lesdits « responsables », en possession de tels rapports depuis au moins 2004, aient persiste , par dissimulation, à maintenir les agents dans l'ignorance et le danger ?

Aujourd'hui, la donne a change car nous disposons de sormais d'un rapport d'expertise apocalyptique qui condamne sans re serve trois ba timents abritant plus de 200 colle gues (ex-DSF et actuelle DASD, rue Lardenoy ; ex-TG, rue de la Re publique).

Nul ne pourra plus prétendre qu'il ne savait pas.

Et l'argument de ces « messieurs » qui consiste a tenter de nous faire patienter, assurant que leur responsabilite pe nale est engage e, n'est que manoeuvre dilatoire et ne tient plus. **Il s'agit de nos vies !**

Le séisme significatif de magnitude 7 qui s'est produit, ce mardi 18 fe vrier, nous rappelle de manie re cinglante notre situation de risque sismique permanent et l'extre me urgence a prendre toutes les dispositions pour garantir la se curite des colle gues.

Cette fois-ci, l'épicentre était situe au large de la Martinique. Et la prochaine fois ?

Nous, responsables des organisations syndicales CFTC, CGT Finances publiques Guadeloupe, CGTG Personnels Conseil ge ne ral, CTU Conseil ge ne ral, SOLIDAIRES Finances publiques Guadeloupe et UTED-UGTG, forts de ce constat, **de cidons, ce jour et par tout moyen, de mettre un terme à ces diverses postures en tout état de cause criminelles.**

**CFTC â€” CGTG â€” CTU â€” UTED-UGTG Conseil général de Guadeloupe
CGT â€” SOLIDAIRES Finances publiques Guadeloupe**

Bastè, 20 janvyé 2014